

ENTRE LIGNES



Un bateau pour
A ship for / Ein boot für

GAZA GAZA

de la Suisse
from Switzerland / aus der Schweiz

N°23 • Décembre/Janvier 2010/2011 • FS 4.- • EUR 2.50.-

Revue trimestrielle

Articles rédigés ou traduits par le :

Collectif Urgence Palestine - Vaud,

Case postale 5724, 1002 Lausanne, Suisse

Email : info@cupvd.ch / Internet : www.urgencepalestine.ch

SOMMAIRE

Editorial

Vers une troisième intifada?-----1

Voix de Palestine

Entretien avec Mazin Qumsiyeh-----3

La dernière étape de la libération de la Palestine-----6

A supposer que les pourparlers aboutissent-----9

Analyses

Tambours de guerre en Israël-----15

Le processus de paix n'existe pas-----17

Solidarité : l'Asie se mobilise pour Gaza

Dernières nouvelles de la caravane-----20

Pourquoi pas la Palestine?-----21

Tribunal Russell sur la Palestine

Deuxième session: responsabilités des entreprises-----23

Banques complices

UBS: colère et indignation des mouvements de solidarité-----25

Brèves

Ces ONG qui font peur-----27

La Norvège accorde le statut d'ambassade-----28

A voir, à lire

Jaffa, la mécanique de l'Orange-----29

Deux romans de Gilbert Sinoué-----30

Vers une troisième Intifada?

Voici donc le « processus de paix » palestinien-israélien à nouveau dans l'impasse. Une fois de plus, en donnant son blanc-seing à la poursuite de la colonisation israélienne, la « première puissance du monde » a plié genou devant un petit Etat voyou et fascisant qui foule aux pieds depuis plus de soixante ans la légalité internationale. On pouvait lire dans la presse, ce 8 décembre: « Les Etats-Unis ont abandonné l'idée d'obtenir un gel de la colonisation en Cisjordanie afin de relancer les négociations de paix. Ils vont désormais se concentrer sur les problèmes centraux du conflit, a indiqué hier un responsable de la Maison-Blanche. » (1) Petite question à M. Obama, en passant : si la colonisation, la confiscation des terres, le mur de l'apartheid et l'annexion de Jérusalem, pour ne citer que ces éléments, ne font pas partie des problèmes centraux du conflit, quels peuvent bien être ceux-ci ? La sempiternelle « sécurité d'Israël » ?

La réplique de Mahmoud Abbas ne s'est pas fait attendre: « Quels que soient les résultats des consultations (...), nous n'accepterons pas de négociations tant que la colonisation se poursuit. (...) Nous avons dit cela clairement aux Américains. » (2) Gageons néanmoins que d'ici peu, on ne manquera pas de lui reprocher son « intransigeance » face aux « concessions douloureuses » consenties par Israël.

Faut-il pour autant pleurer sur l'échec de ces négociations, ou craindre qu'il ne mène à une aggravation de la situation? Certainement pas. La déception ne peut être qu'à la mesure de l'illusion qui en est à l'origine, elle sera donc sans conséquences et vite oubliée: nul n'a jamais vraiment

cru à ces négociations.

C'est bien au contraire leur succès qui serait à redouter. Il ne peut y avoir de paix que fondée sur le droit international et la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, on ne le répétera jamais assez. Or, menées hors de toute référence au droit international, dans un rapport de forces lourdement défavorable aux Palestiniens, avec un « arbitre » qui prend systématiquement fait et cause pour l'adversaire israélien, ces négociations ne pourraient déboucher sur rien d'autre qu'une capitulation, et qu'on l'affuble du sobriquet d' « accord de paix » n'y changerait rien.

Quelles en seraient alors les conséquences?

Nadia Hijab, membre senior de l'Institut d'études sur la Palestine, y voit le risque d'un enterrement de première classe de la cause palestinienne. Elle écrivait, le 27 septembre:

« On risque bien d'assister l'année prochaine à une cérémonie pompeuse au cours de laquelle les dirigeants palestiniens signeront leur renonciation au droit de retour et aux autres droits des Palestiniens, dans un accord qui ne changera pas grand chose sur le terrain. (...) Un « accord de paix » placerait la résolution du conflit hors du cadre de l'application du droit international, fragmenterait de façon permanente le peuple palestinien, et démobiliserait la solidarité arabe et internationale. » (3)

Ramzy Baroud, journaliste indépendant de Gaza, craint quant à lui une troisième Intifada qu'Israël écraserait avec la brutalité dont il a fait preuve à Gaza il y a deux ans:

« Si l'on fabrique d'une façon ou d'une autre un accord, il est voué à l'échec. Le peuple palestinien, la partie absente mais réelle de toute solution durable, ne le permettra tout simplement pas. (...) Si une spirale de violence explose cette fois-ci, elle promet d'être bien pire qu'auparavant. Ceux qui s'accrochent à la résistance en Palestine ont été encouragés par le succès du Hezbollah au Liban et du Hamas à Gaza. De plus, ils sont encouragés par leur légitimité politique acquise aux élections démocratiques de 2006. On peut s'attendre à ce que Netanyahu n'hésite pas à interpréter les protestations palestiniennes comme un complot visant à intimider Israël. (...) Ce qui s'est passé à Gaza sous les coups de l'armée israélienne en 2008-09 a été de nature terriblement génocidaire. La violence à venir est susceptible d'appartenir à la même catégorie. » (4)

La proclamation de l'Etat palestinien indépendant dans les frontières de 1967 et sa reconnaissance par la communauté internationale, comme le demande Mahmoud Abbas et comme l'ont déjà fait le Brésil et l'Argentine, offre-t-elle un espoir de solution?

Se fondant sur l'histoire récente du Kosovo, Mustafa Barghouthi, fondateur de l'Initiative nationale palestinienne et député au Conseil législatif, semble le croire:

« Toute négociation future ne porterait plus sur le droit des Palestiniens d'avoir leur propre Etat souverain et indépendant, mais plutôt sur la manière d'appliquer ce droit et de le mettre en oeuvre. (...) Si la communauté mondiale tourne le dos à cette déclaration d'indépendance en se servant de l'argument, usé jusqu'à la corde autant qu'insultant, selon lequel chaque étape doit d'abord être examinée avec le gouvernement israélien, alors le message sera clair: la paix basée sur deux Etats cesse d'être une option. » (5)

Nadia Hijab, elle, reste sceptique:

« [Ce plan] pourrait sans le vouloir mener au même résultat [qu'un soi-disant accord de paix], en donnant l'impression d'une « fin du conflit » alors que la situation reste inchangée. Si les autres nations du monde voient le gouvernement de la « Palestine » se satisfaire d'une reconnais-

sance internationale et d'un siège à l'ONU, elles ne seront que trop heureuses de se tourner vers d'autres problèmes, laissant les Palestiniens à la merci d'Israël. » (3)

Quelles voies restent alors ouvertes à la résistance palestinienne?

La force du peuple palestinien réside pour beaucoup dans sa capacité remarquable à « rebondir » à chaque revers et inventer de nouvelles formes de lutte. Il nous a paru intéressant, à l'heure où l'horizon semble bouché, de donner à nos lecteurs un reflet du débat politique, stratégique et tactique qui se déroule en ce moment au sein de la société palestinienne, et dans ce but, nous avons choisi de publier l'analyse déjà citée de Nadia Hijab: « What if peace talks «succeed?» », que vous lirez plus bas sous le titre: « A supposer que les pourparlers aboutissent ».

Bonne lecture, et puisse-t-elle vous conforter dans votre soutien à la lutte de libération du peuple palestinien.

Raymond George, 20 décembre 2010

Notes:

(1) *Le Courrier, Genève, 8 déc. 2010, ATS/AFP/Reuters*

(2) *Le Courrier, Genève, 10 déc. 2010, ATS/AFP*

(3) *Nadia Hijab: What if peace talks «succeed?»*, 27 sept. 2010

<http://electronicintifada.net/v2/article11538.shtml>

(4) *Ramzy Baroud: Avant l'orage: des pourparlers déjà en faillite*, 2 oct. 2010

http://www.info-palestine.net/article.php?id_article=9469

(5) *Mustafa Barghouthi: The international community's final test*, 18 oct. 2010

<http://electronicintifada.net/v2/article11577.shtml>

Entretien avec Mazin Qumsiyeh

Mazin Qumsiyeh. Né à Beit Sahour, dans les faubourgs de Bethlehem, en 1957, Mazin Qumsiyeh a fait une bonne partie de ses études supérieures aux Etats-unis. Il est actuellement professeur et chercheur aux universités de Bethlehem et Birzeit en Palestine occupée, dans lesquelles il enseigne principalement la génétique. Ses activités en faveur d'une solution pacifique et juste pour son pays sont nombreuses ; la présidence du Centre pour le Rapprochement entre les Peuples ainsi que la coordination du Comité populaire Contre le Mur et les Colonies ne représentent qu'une petite partie d'entre elles. Il est également auteur de « Partage

de la terre de Canaan; Droits de l'homme et la lutte israélo-palestinienne ».

Question: L'Etat d'Israël fait-il une différence dans sa manière d'opprimer le peuple palestinien entre les populations chrétiennes et musulmanes ?

Non. Nous sommes tous des Arabes, pas des Juifs, donc les gouvernements israéliens nous considèrent comme les enfants d'un Dieu de moindre importance.

Quand la paix viendra, pensez-vous que des tensions pourraient survenir entre les adeptes des deux religions ?

Non pas du tout. Ma ville de Beit Sahour est composée de 70% de chrétiens et de 30% de musulmans. Nous avons toujours vécu ensemble dans un seul état sans que le moindre problème se pose.

Il est de l'opinion de certains que le peuple palestinien a perdu un peu de son esprit de résistance, conséquence des dissensions entre les deux principaux partis politiques, le Hamas et le Fatah, et peut-être aussi des actions des ONG.

Je ne crois pas cela. Nous sommes peut-



être en moment de pause mais l'histoire a bien démontré que des révolutions se produisaient tous les huit à quinze ans. Je pense que nous sommes dans une nouvelle mouvance. Ni les intifada de 1987 et 2000, ni les attentats suicides n'ont rien solutionné, au contraire. Nous nous sommes donc organisés en résistance populaire non-violente. Nous ne sommes pas contre la résistance armée mais il nous semble que nous aurons à la longue plus de résultats par des moyens pacifiques. D'ailleurs, les mouvements populaires palestiniens prennent de plus en plus d'ampleur et ce malgré les violentes répressions de l'armée israélienne. Il faut retourner dans le passé, même assez lointain, pour voir l'avenir. Les mouvements de résistance passés se définissaient par rapport aux colonisateurs. L'occupation britannique a été d'une grande violence, ce qui a amené des représailles armées des Palestiniens. En 1936 les mouvements de résistance populaire ont été massivement et violemment réprimés par les Britanniques et cependant les Palestiniens sont toujours là. Ce que l'histoire démontre aussi, c'est qu'il n'est pas possible d'écraser un peuple par la violence. Les Britanniques d'abord et les Israéliens depuis plus de soixante ans n'y sont pas parvenus. Les Palestiniens ne céderont jamais. Même en période de plus faible résistance, comme ceci semble être le cas actuellement, l'histoire démontre qu'elle ne durera pas et qu'une insurrection n'est peut-être pas très loin.

Les Palestiniens n'hésitent plus à critiquer ouvertement leurs dirigeants et vous-même qu'en pensez-vous ?

Les politiciens israéliens ainsi que les

Palestiniens au pouvoir ridiculisent les mouvements populaires de résistance et pourtant ces mouvements croissent et construisent des ponts entre eux. Ils se renforcent chaque jour, ce qui explique la violence de la répression israélienne devant ce peuple qui n'en finit pas de se révolter pacifiquement chaque vendredi. Personnellement, je ne crois pas à l'importance des dirigeants. Il est vrai qu'à un moment ou à un autre il sera nécessaire pour les mouvements populaires d'avoir un porte-parole. Mais ils doivent d'abord continuer à s'organiser. Actuellement, les mouvements populaires utilisent des personnes différentes pour diverses compétences et ils s'en portent très bien.

Quel est, d'après vous, l'avenir de la Palestine ?

Je crois en les droits humains et quel que soit le pouvoir en place, s'il ignore les droits de l'homme, il tombera. Sans l'acceptation du droit au retour et le droit de récupérer notre terre, il n'y aura jamais de paix. La justice et l'égalité des droits reprendront un jour leur place en Palestine. Le concept occidental de diviser les pays était très artificiel et à la longue n'est pas viable. L'Europe qui a inventé ces divisions factices est en train d'abandonner le concept d'« Etat nation » mais le mal est fait.

Le mouvement BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanction) prend de l'ampleur un peu partout en Europe. Certains, cependant, estiment que le boycott devrait se limiter aux produits issus des colonies et ne pas englober la totalité du pays.

Nous subissons une colonisation et une si-

tuation d'apartheid totale ; le boycott doit par conséquent être total. Quant à savoir si l'apartheid de l'Etat d'Israël est comparable au régime Sud-Africain, je répondrais qu'il est presque pire puisque l'Afrique du Sud ne cherchait pas à se débarrasser de ses autochtones. Nous aussi nous sommes entourés par des murs étranglant notre économie et l'empêchant de se développer. Chaque année, l'économie décline et le peuple palestinien s'appauvrit. Il n'est pas si difficile pour la population elle-même de boycotter les produits israéliens; le seul produit israélien que j'achète est le lait, le reste est disponible localement. Suite aux constantes violations du droit et des conventions internationales et humanitaires, le mouvement BDS a fait l'appel suivant, invitant « les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid ». En outre, l'Appel déclare que : « Ces mesures punitives non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en:

- mettant fin à son occupation et à sa colonisation de tous les terres arabes et en démantelant le Mur ;
- reconnaissant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ;
- respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme

stipulé dans la résolution 194 de l'ONU. » Vous me demandez en outre ce que la solidarité peut faire de plus afin de rendre ce mouvement plus efficace. Il serait nécessaire de se grouper, de partager l'expertise et les ressources avec un maximum de personnes afin de ne pas réinventer la roue à chaque fois. Les Israéliens ne respectent pas les droits humains les plus fondamentaux des Palestiniens et un moyen de les y forcer pacifiquement est un boycott total de leur économie. Je terminerai en disant que les Accords d'Oslo ont été la pire chose qui soit arrivée au peuple palestinien depuis la Nakba.

Avec tous nos remerciements à Mazin Qumsiyeh pour nous avoir si aimablement reçus.

*Caroline et Nathan Finkelstein
17 octobre 2010*

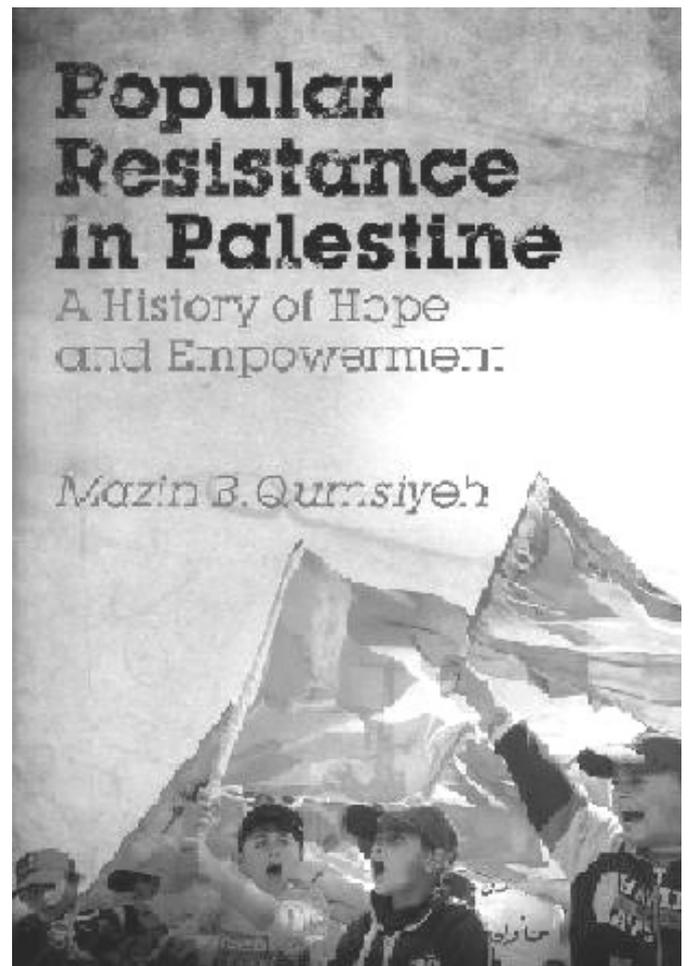
La dernière étape de la libération de la Palestine et du reste de l'humanité: développer un esprit de gagnant.

Mazin Qumsiyeh, 13 janvier 2011

Après avoir terminé mon dernier livre sur la résistance populaire en Palestine au cours des cent trente dernières années, je suis devenu sûr, à cent pour-cent, que le sionisme politique échouera et que les réfugiés palestiniens reviendront dans leurs maisons et leurs terres. Ma certitude se fonde sur les leçons de l'histoire en Palestine et sur celles de luttes semblables, comme en Afrique du Sud, au Vietnam et en Algérie. Parmi les particularités qui seront critiques pour notre succès, il y a :

- L'incroyable source d'inspiration que constitue l'histoire de la résistance populaire locale; le sous-titre de mon livre est « Une histoire d'espoir et de puissance croissante » (1). Plus de deux-cents formes de résistance populaire sont pratiquées, dont un large éventail de ce que nous appelons en arabe « sumud » [*résistance – ndt*]. La résistance reste le principal obstacle sur le chemin du projet sioniste. Cinq millions et demi de Palestiniens sont toujours présents dans le fantasme d'« Eretz Yisrael ».

- La croissance logarithmique du mouvement boycott, désinvestissement et sanctions. En cinq ans seulement (2005-2010), nous avons réalisé plus que ce qu'avaient fait les mouvements BDS en Afrique du



Sud entre les années 1950 et 1980.

- Les troubles en Algérie et en Tunisie nous disent que l'ère des dirigeants arabes rétrogrades, égoïstes et autocratiques est proche de sa fin. Il y a de fantastiques ressources intellectuelles dans le monde arabe qui pourront alors être libérées pour construire une société dynamique (au niveau culturel, économique, scientifique, etc.)

- Malgré la censure et le contrôle sévères

exercés sur les media principaux, les gens de bonne conscience ont été et sont capables de découvrir la vérité, et de nombreux mythes du sionisme ont été détruits. Internet n'a fait qu'accélérer les choses.

- La publication de l'Appel de la société civile de 2005 et le Document sur la Palestine du Caire de 2009 ont donné un élan remarquable à l'activisme à travers le monde, jusque dans les Eglises principales.

- La croissance de la solidarité internationale est sans précédent dans l'histoire. Malgré les tentatives des autorités israéliennes pour mettre fin au soutien international (entre autres en refusant l'entrée à de nombreux activistes), le mouvement ne fait que se renforcer. Nous avons passé de quelques centaines à des dizaines de milliers, et d'un bateau à sept; et une soixantaine de bateaux [*une vingtaine selon nos sources – ndt*] sont censés venir au cours de cette année briser le siège de Gaza.

- Nous sommes un peuple fier et tenace. La scène florissante de l'art et de la culture en Palestine et dans la communauté palestinienne en exil témoigne de l'esprit d'un peuple qui veut vivre et refuse de se laisser déshumaniser. Nous n'avons et nous n'aurons pas recours aux tactiques de ceux qui ont choisi d'être nos ennemis. (...) La Palestine ne fait pas que nous environner physiquement, elle s'enracine profondément dans nos coeurs. Notre population est la mieux éduquée de la région.

En Palestine, ces raisons et bien d'autres renforcent notre certitude que la fin heureuse de ces décennies de répression, de colonisation et d'occupation est inévitable. Nous affrontons, presque seuls, l'entreprise coloniale qui, de toute l'histoire,

est la mieux organisée, la mieux financée et la plus soutenue par l'occident. Les êtres humains rationnels voient bien que faire d'Israël un cas d'exception et le financer et le protéger alors qu'il se moque des droits humains et du droit international, ne peut qu'encourager l'expansion de l'intégrisme. Les sionistes agissent pour contrôler et manipuler, et nous devons continuer de résister calmement et refuser de nous laisser asservir. Nous disons nos histoires avec dignité et nous expliquons en quoi ce système raciste et tribaliste est un danger pour toute l'humanité. Nous le faisons sans haine envers personne, mais avec colère et haine pour les actions inhumaines de quelques dévoyés qui pensent être absous à jamais de leurs crimes de guerre et de leurs crimes contre l'humanité. Les gens, à travers le monde, voient de mieux en mieux la réalité et rejoignent notre lutte. Presque chaque jour, en Palestine, je parle et je montre la réalité dans la région de Bethléhem à des groupes de visiteurs. Je suis souvent invité à parler à l'étranger mais j'ai choisi de limiter de tels déplacements, parce qu'il y a tant à faire ici.

Nous parlons à des groupes divers, parfois à la consternation des puristes de tout bord. (...) Il est contre-productif d'imaginer le pire dans l'humanité, de mal juger les tendances de l'histoire, et d'insister pour ne parler qu'à ceux qui sont d'accord ou vont dans notre sens. C'est une attitude de perdant qui réduit beaucoup de gens à brandir des pancartes aux coins de rues sans réfléchir de façon créative à la manière de prendre le pouvoir. Il laisse également les gens au pouvoir dans leur auto-satisfaction, leur corruption, et la

méfiance du peuple. Beaucoup développent un discours de diagnostic (les médias sont contrôlés, le lobby sioniste est trop fort, la politique ne peut rien changer, les structures du pouvoir sont ce qu'elles sont, etc.) mais n'ont pas la volonté d'agir sérieusement pour faire de ce monde un lieu meilleur.

Cette année, nous serons sept milliards d'êtres humains sur cette terre. Les distorsions engendrées dans de nombreux pays (par exemple en Italie ou en Palestine-Israël) par l'écart entre les riches toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres, ne peuvent pas et ne vont pas continuer. C'est la peur du changement qui paralyse bien des gens. Comme d'autres l'ont fait remarquer, ce n'est pas tant la crainte d'échouer qui est la plus forte mais, pour beaucoup d'êtres humains, celle de réussir au-delà de nos rêves les plus fous. Je crois vraiment que c'est cette peur du succès qui laisse les gens se contenter de leur sort. Après tout, s'ils poursuivent sérieusement leurs rêves (personnels ou collectifs) et parviennent à les réaliser, beaucoup de gens verront que les années perdues à se lamenter et à avoir peur l'ont été uniquement du fait de leur manque de courage à changer eux-mêmes.

Les neuro-biologistes nous disent que nous les humains, nous n'utilisons qu'une infime partie de notre cerveau (les génies, dit-on, en utilisent 1 à 2%). Dans les années 1950, un slogan courait dans le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis : « libère ton esprit, et ton cul suivra ». Je pense que lorsque les gens orientent leur attitude envers la vie dans une direction positive, il s'ensuit toujours un change-

ment positif. Plus il y aura de gens pour le réaliser et plus vite nous l'atteindrons. Et nous devons tous travailler sur la nature de la société qui suivra notre victoire inévitable : une société fondée sur les droits humains et la primauté de la loi, et non sur la force militaire et la répression.

*Mazin Qumsiyeh, PhD
lettre d'Italie, 13 janvier 2011*

(1) Popular Resistance in Palestine : an History of Hope and Empowerment, Pluto Press, Londres, nov. 2010

On peut s'abonner à la lettre hebdomadaire (en anglais) de Mazin Qumsiyeh à l'adresse : <http://lists.qumsiyeh.org/mailman/listinfo/humanrights>

A supposer que les pourparlers aboutissent...

Nadia Hijab, The Electronic Intifada, 27 September 2010

Nombre de commentateurs s'attendent à l'échec des pourparlers directs entre Israéliens et Palestiniens. Mais il existe un scénario bien pire: et s'ils aboutissaient? Les Etats-Unis apparaissent déterminés à promouvoir un accord-cadre dans l'espace d'une année, et aussi bien le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu que Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité palestinienne (AP) basée à Ramallah, visent à ce but. Comme l'expliquait l'émissaire de paix états-unien George Mitchell lors d'une conférence de presse le 2 septembre, cet accord serait plus qu'une déclaration de principe, mais moins qu'un traité de paix. Les deux parties devraient y atteindre les « compromis fondamentaux » nécessaires à un accord de paix. L'administration Obama, comme celle qui l'a précédée, a déjà indiqué que cet accord devrait être étoffé et mis en oeuvre sur une période de plusieurs années – ce qui garantit pratiquement qu'il sera différé, voire enterré, tout comme les accords de paix précédents.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'AP ont été incapables d'obtenir un Etat souverain et la reconnaissance de leurs droits au travers des négociations avec Israël sous l'égide des Etats-Unis, entre 1993 et 2000, alors qu'elles étaient dans une position beaucoup plus forte que maintenant; il est hautement improbable qu'elles réussissent aujourd'hui, où le rapport de forces entre Israéliens et Palestiniens est si gravement

déséquilibré. Au contraire, on risque bien d'assister l'année prochaine à une cérémonie pompeuse au cours de laquelle les dirigeants palestiniens signeront leur renonciation au droit de retour et aux autres droits des Palestiniens, dans un accord qui ne changera pas grand chose sur le terrain. Le plan de Salam Fayyad, le Premier ministre nommé de l'AP, consistant à déclarer un Etat palestinien en 2011, pourrait sans le vouloir mener au même résultat, en donnant l'impression d'une « fin du conflit » alors que la situation reste inchangée. Si les autres nations du monde voient le gouvernement de la « Palestine » se satisfaire d'une reconnaissance internationale et d'un siège à l'ONU, elles ne seront que trop heureuses de se tourner vers d'autres problèmes, laissant les Palestiniens à la merci d'Israël.

Un tel scénario sonnerait le glas des droits humains des Palestiniens. Au cours du siècle passé, le peuple palestinien a montré une capacité remarquable à régénérer la résistance et à développer de nouvelles stratégies après avoir essuyé de graves revers. Mais la situation est peut-être irrécupérable cette fois-ci. Un « accord de paix » placerait la résolution du conflit hors du cadre de l'application du droit international, fragmenterait de façon permanente le peuple palestinien, et démobiliserait la solidarité arabe et internationale.

Que peuvent faire les Palestiniens pour prévenir l'abrogation de leurs droits fonda-

mentaux et obtenir une paix juste? Comme contribution au débat sur cette question, ce texte examine cinq domaines-clés pour les Palestiniens déterminés à persévérer jusqu'à la réalisation de leurs droits: l'unification du corps politique palestinien, l'entente sur des buts communs, l'application du droit international, l'usage de tactiques appropriées, et le renforcement du mouvement de solidarité arabe et international. Il se conclut par quelques suggestions stratégiques dans chacun de ces domaines.

Unifier le corps politique palestinien

Un corps politique unifié est peut-être la source de puissance la plus importante pour le peuple palestinien. Quoi qu'il en soit, depuis la signature des accords d'Oslo, l'OLP ne représente plus les réfugiés et les exilés, tandis qu'on laisse les citoyens palestiniens d'Israël se débrouiller tout seuls. L'OLP dans son essence a cessé d'exister en tant qu'organisation fonctionnelle, et l'AP a repris de fait les fonctions telles que la nomination de représentants diplomatiques à l'étranger. Le Hamas continue à être exclu de l'OLP et, de plus, la rupture entre le Hamas et le Fatah morcelle et affaiblit la voix politique palestinienne.

Au-delà du niveau politique, chaque élément du peuple palestinien fait face à de sérieux défis. Les citoyens palestiniens d'Israël, après l'affirmation d'une vision de pleine égalité à l'intérieur d'Israël, sont confrontés maintenant à une dure répression. [1] Les Palestiniens de Gaza, assiégés depuis quatre ans et déconnectés géographiquement de la Cisjordanie et du monde extérieur, restent inébranlables face à l'oppression israélienne. Quant aux Palestiniens de Jérusalem, ils sont isolés et affrontent des expulsions et des démolitions de maisons tandis qu'Israël poursuit sa politique de judaïsation de la ville.

En Cisjordanie, une partie de la population, lassée des attaques incessantes, désire vivre une vie normale, même à l'intérieur de petites enclaves. En même temps, c'est en Cisjordanie que la lutte populaire contre le mur israélien et le mouvement « boycott, désinvestissement, sanctions » (BDS) ont leurs racines. Il est difficile de dire qui, des « conciliants » ou des « résistants », sont les plus forts. Ce qui est clair, c'est que l'AP cherche à « gérer » à la fois la lutte populaire et le mouvement BDS, en finançant certains secteurs de la lutte et en tirant à soi la couverture BDS par le biais d'une campagne limitée visant les produits des colonies israéliennes.

Les réfugiés palestiniens affrontent de sérieuses violations des droits humains dans bien des pays arabes où ils sont basés. Les tentatives de forger des communautés d'exilés palestiniens dans les pays occidentaux ont eu des succès variés, mais nulle part elles n'ont pu établir un lobby du genre de celui créé par les Juifs américains. La possibilité pour les exilés palestiniens de se reconnecter physiquement avec la Palestine, comme beaucoup le faisaient dans les années 1990 et 2000, est limitée par des mesures israéliennes toujours plus restrictives.

Sur une telle toile de fond, on ne peut distinguer comment, quand, ou même si, le peuple palestinien pourrait faire revivre l'OLP. Même sans rupture entre le Hamas et le Fatah, l'existence réelle de l'AP, son mandat étroit, et sa détermination à agir dans le cadre défini par les Etats-Unis, s'opposent à ce qu'elle puisse être une voix indépendante pour les Palestiniens.

Y a-t-il des signes d'autres options en fait de « leadership »? Le mouvement BDS, lancé par l'Appel de la société civile palestinienne de 2005, est maintenant dirigé par un Comité national BDS (le BNC) qui réunit des représentants de tous les partis politiques nationalistes, islamistes, et autres, aussi bien que des

organisations de la société civile. Toutefois, le BNC n'est pas en mesure de fournir, dans un futur proche, une direction semblable à celle de la Direction nationale unie de la première Intifada, par exemple. Avec les divisions politiques actuelles et les intrigues de pouvoir, il est plus facile pour les forces politiques et civiles palestiniennes de s'unir autour d'une stratégie pour les droits, comme BDS, que d'édifier une direction nationale.

S'entendre sur un ensemble de buts communs

Au cours des années qui ont suivi l'acceptation en 1968 de la Charte nationale palestinienne comme déclaration commune des buts palestiniens, la direction s'est délitée quant à l'objectif ultime de la lutte palestinienne.

[2] L'OLP s'est progressivement éloignée de l'objectif d'un Etat laïque et démocratique sur l'ensemble de la Palestine, pour soutenir la solution de deux Etats. Cela a été formalisé avec l'acceptation de cette solution par le Conseil national palestinien en 1988. De plus, et bien que la chose n'ait jamais été formellement déclarée, il était « entendu » que le droit de retour des Palestiniens serait appliqué à l'intérieur de l'Etat palestinien, pour certains des réfugiés, avec au mieux une compensation pour les autres.

Aucun autre document national exposant les buts palestiniens n'a émergé jusqu'à l'Appel de la société civile pour le BDS en 2005, et le Document des prisonniers palestiniens en 2006. Quoiqu'il en soit, le Document des prisonniers n'est pas devenu opérationnel, en ce sens qu'il n'a été endossé par aucun groupe politique. En revanche, l'Appel de la société civile l'est devenu à travers le mouvement BDS. L'Appel réaffirme le droit des Palestiniens à l'autodétermination et définit trois buts: la libération de l'occupation, l'égalité pour les citoyens palestiniens d'Israël, et la réalisation du droit de retour. Malheureu-

sement, la plupart des Palestiniens et de leurs partisans se concentrent plus sur la stratégie du BDS que sur les buts de l'Appel.

On ne peut exagérer l'importance, pour un mouvement des droits humains, d'avoir des buts communs – comme peuvent l'attester les Sud-africains. Au moment où une sorte de processus d'Oslo-bis menace de saper les droits des Palestiniens, ceux-ci et leurs partisans doivent avoir des buts clairs, afin de savoir ce qui constitue un succès, ce qui viole le consensus national, et quand il convient de démobiliser. De tels buts sont d'autant plus cruciaux en l'absence de toute direction chargée des droits palestiniens. Dans ce contexte, des buts clairs donnent un point de référence aux Palestiniens et leur permettent de s'organiser efficacement.

Aujourd'hui, l'Appel de la société civile de 2005 est la seule déclaration de buts claire à disposition des Palestiniens qui soit largement acceptée par un éventail important des forces civiles et politiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Palestine historique. Qui plus est, elle est fondée sur le droit international, y compris le droit à l'autodétermination, et ses buts englobent les Palestiniens sous occupation aussi bien que ceux en exil et en Israël. En tant que tel, la valeur de l'Appel va bien au-delà de la stratégie BDS, aussi efficace celle-ci se montre-t-elle.

Défendre le droit international et les droits humains

Le droit international et les droits humains sont d'une importance vitale pour une solution juste du conflit palestinien. Ils permettent aux Palestiniens d'inscrire leurs buts dans un cadre que la communauté internationale est tenue, en théorie, de défendre. Ainsi, il est significatif de voir que l'Avis de la Cour internationale de Justice sur l'illégalité du mur israélien a pressé la communauté inter-

nationale à appliquer le droit international à ce conflit. L'Appel de la société civile, lancé lors du premier anniversaire de l'Avis de la CIJ, répond à ce défi.

De plus, appliquer le discours des droits humains au conflit est une stratégie puissante et non-violente. Elle expose la plus grande faiblesse d'Israël: le racisme à la base du sionisme, et sa mise en oeuvre. Les valeurs des droits humains universels sont plus puissantes que le concept selon lequel un groupe de gens a droit à des privilèges dûs à l'appartenance ethnique ou à la religion, sans obligation de reconnaître l'épuration ethnique permanente qui frappe les indigènes du pays, ou d'en payer réparations. Lier la solution du conflit au droit international ne s'arrête pas aux portes de la Palestine: elle concerne l'évolution de l'humanité au sens large. En défendant les droits humains, les Palestiniens contribuent à protéger ce cadre universel contre les efforts faits par Israël, les Etats-Unis, et d'autres, pour le subvertir.

Utiliser des tactiques appropriées

Toute époque demande ses tactiques appropriées pour atteindre les buts déclarés. Il est certain que le recours à la lutte armée fut une tactique valable et efficace aux premiers jours de la lutte de libération nationale palestinienne. Néanmoins, aujourd'hui, la valeur de la lutte armée demande à être soumise à un examen dépassionné. En particulier, si les buts sont exprimés en termes de droit international, les Palestiniens doivent aussi le respecter dans le choix de leurs tactiques. Il faut souligner d'emblée que, selon le droit international, les Palestiniens ont le droit de résister à l'occupation, y compris par la lutte armée. Cependant, selon ce même corpus juridique, viser délibérément des civils peut constituer un crime de guerre, comme l'a exprimé récemment le rapport de la commission Goldstone, quelle que soit la partie

(Israël ou les Palestiniens) qui agit ainsi, et quelles que soient les armes utilisées.

En outre, l'usage des armes place les Palestiniens sur le terrain où Israël est le plus fort, et eux les plus faibles. Il permet à Israël d'utiliser l'argument de la sécurité pour masquer ses crimes. Et les armes n'attaquent pas les points les plus faibles d'Israël, à savoir sa revendication d'une supériorité ethnique et religieuse, et son refus de reconnaître sa responsabilité dans la dépossession passée et présente des Palestiniens. Il convient de noter que lors de la première Intifada, les Palestiniens ont pu obtenir des succès semblables à ceux de la lutte armée menée par l'OLP un quart de siècle plus tôt: mettre la question de la Palestine sur le tapis et entraîner un mouvement puissant de solidarité internationale, tant officiel que non-gouvernemental. Aujourd'hui, la résistance civile et le BDS, liés à la solidarité internationale, ne peuvent que renforcer les Palestiniens et affaiblir les Israéliens.

Parmi les stratégies utilisées dans la lutte pour les droits humains, les Palestiniens doivent identifier au plus vite les moyens les plus efficaces pour rester en terre de Palestine. La lutte populaire non-violente contre le mur israélien a enregistré plus d'un succès, et elle a renouvelé une direction de base qui est comme un écho de la première Intifada (voir le dossier politique de Jamal Juma). Toutefois, Israël continue sans répit à dépecer la Cisjordanie et à dépeupler la vallée du Jourdain et Jérusalem-Est, comme il le fait au Néguev et dans d'autres régions d'Israël où les Palestiniens sont majoritaires. Sans Palestiniens sur la terre de Palestine, Israël ne le sait que trop bien, la cause palestinienne sera impossible à défendre.

Renforcer la solidarité arabe et internationale

Pendant des décennies, l'OLP et l'AP n'ont pas eu de contacts organisés avec les peuples arabes, largement satisfaites de traiter avec les gouvernements arabes. Elles n'ont pas cultivé le soutien diplomatique du mouvement non-aligné et d'autres nations amies, à un moment où Israël courtisait activement les Etats africains et asiatiques, et elles n'ont pas renforcé non plus les liens avec les pays amis européens et « post-soviétiques ». Les sympathies arabes vont toujours aux Palestiniens mais peu d'Arabes ont une idée de la façon dont ils pourraient aider. Les réfugiés et les exilés palestiniens peuvent jouer un rôle d'intermédiaires important avec les peuples arabes, sans intervenir dans leurs affaires internes. En même temps, puisqu'ils recherchent la solidarité, les Palestiniens doivent se montrer solidaires des Arabes dans les questions qui les concernent.

Le mouvement de solidarité internationale de la société civile se revivifie rapidement aussi bien grâce à la lutte populaire et au BDS que suite à l'indignation soulevée par les attaques israéliennes contre Gaza ou la Flottille de la liberté, comme par d'autres violations du droit international. Des formes nouvelles de soutien officiel émergent dans des pays comme la Turquie et la Malaisie. Un accord de paix qui ne satisferait pas les droits palestiniens risque de désamorcer cette mobilisation, comme cela s'est passé [après Oslo] pour le puissant mouvement de solidarité internationale des années 1980, qui remplissait chaque année les couloirs de l'ONU à la conférence annuelle sur la question de la Palestine.

Recommandations

Dans chacun des domaines décrits ci-dessus, des stratégies ont émergé ou sont requises pour soutenir la lutte en faveur de l'accomplissement des droits humains palestiniens. Nous en donnons ci-dessous quelques exem-

ples et suggestions.

Unifier le corps politique palestinien. En dehors des efforts faits pour favoriser l'unité nationale et faire revivre l'OLP, il est nécessaire d'investir de plus en plus dans des activités qui réunissent les Palestiniens par delà les frontières, sans négliger aucune fraction du peuple palestinien, en exil, sous occupation, et en Israël. Il est également nécessaire d'investir plus dans la capacité des Palestiniens à rester déterminés, au pays et en exil, tout en admettant que ceux qui vivent sur la terre de Palestine ont une plus grande facilité à influencer le futur de la Palestine. Les Palestiniens en exil doivent aussi utiliser tous les moyens possibles pour rester en contact physique avec la terre de Palestine et trouver comment contrer les multiples tactiques qu'Israël utilise pour les en empêcher.

S'entendre sur des buts communs. Les Palestiniens devraient répandre les buts de l'Appel de la société civile aussi largement et clairement que possible parmi leurs compatriotes de partout, et expliquer la valeur de la stratégie du BDS tout en attirant l'attention sur les autres stratégies capables de défendre ces buts, comme par exemple l'entretien des relations avec les peuples des pays arabes hôtes. Ils devraient aussi communiquer ces buts le plus largement possible à la société civile internationale, afin qu'elle reste mobilisée jusqu'à ce qu'ils soient atteints. De plus, les Palestiniens doivent se préparer à diffuser des déclarations publiques et engager des actions appropriées pour informer les gouvernements du monde que tout accord qui s'écartera de ces buts sera rejeté – et combattu – par la majorité du peuple palestinien.

Appliquer le droit international. Les Palestiniens doivent investir dans l'éducation et la prise de conscience sur les principes des droits humains concernés et les conven-

tions qui s'appliquent à ce conflit, comme à d'autres tels que l'invasion et l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan par les Etats-Unis. Il est important, aussi, de formuler les messages en termes de droits et de valeurs universels facilement compréhensibles par les gens de partout.

Appliquer des tactiques appropriées. Il est nécessaire d'initier sur une large échelle des discussions sur l'efficacité des diverses options de la résistance, particulièrement parmi la jeunesse. Il est important également d'engager les énergies des Palestiniens de tout âge qui ont été exclus du processus politique, afin qu'ils puissent apporter une contribution tangible à la lutte, en identifiant les tactiques en rapport avec leurs contextes locaux qui concourent à l'accomplissement des buts communs.

Renforcer la solidarité arabe et internationale. En plus des contacts et de l'éducation décrits ci-dessus, les Palestiniens doivent prendre le temps de comprendre les luttes que mènent chez eux leurs sympathisants – y compris le racisme, la pauvreté et l'inégalité – et trouver les moyens de les soutenir.

Ces suggestions ont pour but de contribuer au débat et de l'encourager. Qu'il y ait un « accord de paix » ou qu'Israël continue à imposer sa volonté militaire et politique pour faire dérailler l'accord, les Palestiniens doivent impérativement discuter, formuler et communiquer les meilleures stratégies pour atteindre leurs buts. Sinon, ce dernier « processus de paix » risque d'aboutir à la démobilisation définitive de la lutte des Palestiniens pour leurs droits.

Nadia Hijab est membre senior de l'Institut pour les études de la Palestine, chroniqueuse accréditée de l'Agence Global, et apparaît fréquemment en public et dans les médias

comme oratrice ou commentatrice.

Cet article a été publié à l'origine par Al-Shabaka, le Réseau politique palestinien, et est reproduit [par *Electronic Intifada*] avec sa permission.



Notes:

[1] Les trois documents sont cités dans le *Journal Palestine Studies* Volume XXXVI, No. 4, Summer 2007, pp. 73-100.

[2] En 1996, le Conseil national palestinien a amendé sa charte, à la demande insistante des Etats-Unis et d'Israël, pour en retirer les articles contraires aux lettres échangées entre l'OLP et Israël en 1993. Aucun des documents fondamentaux d'Israël n'a été amendé pour reconnaître les droits palestiniens.

Source

<http://electronicintifada.net/v2/article11538.shtml>

Tambours de guerre en Israël

par Ilan Pappé

Les tambours de guerre se font entendre à nouveau en Israël et s'ils sont audibles, c'est qu'une fois de plus l'invincibilité d'Israël est en cause. En dépit de la rhétorique triomphaliste que l'on trouve dans les rapports commémoratifs des différents médias, deux ans après l'opération « Plomb durci », le sens qui domine est que cette campagne a été un échec comme l'a été la deuxième guerre contre le Liban en [juillet] 2006. Malheureusement, les dirigeants, les généraux et le grand public dans l'Etat juif ne connaissent qu'un moyen de traiter les débâcles militaires et les fiascos. Ils ne peuvent être dépassés que par une autre opération ou guerre qui réussisse, à condition qu'elle soit menée avec plus de force et soit plus impitoyable que la précédente, avec l'espoir de meilleurs résultats.

La force, comme l'expliquent les commentateurs de premier plan dans les médias (se faisant les perroquets de ce qu'ils entendent dire par les généraux de l'armée), est nécessaire afin de « dissuader », de « donner une leçon » et « d'affaiblir » l'ennemi.

Il n'y a pas de nouveau plan pour la bande de Gaza – il n'y a pas de volonté réelle de l'occuper et de la placer sous occupation israélienne directe. Ce que l'on suggère, c'est de meurtrir la bande de Gaza et son peuple une fois de plus, mais avec plus de brutalité et dans un temps plus court.

On peut se demander, pourquoi cela porterait-il des fruits différents de ceux de l'opération « Plomb durci » ? Mais ce n'est pas la bonne question. La bonne question est : que peut vouloir faire d'autre l'élite politique et militaire d'Israël (qui comprend le gouvernement et les prin-

cipaux partis d'opposition) ?

Cela fait des années qu'ils savent comment procéder en Cisjordanie – coloniser, pratiquer le nettoyage ethnique et disséquer la région jusqu'à sa mort, tout en restant publiquement fidèle au discours futile sur la paix ou plutôt sur le « processus de paix ». Le résultat final devrait être une Autorité palestinienne aux ordres dans une Cisjordanie judaïsée à l'extrême.

Mais ils sont en panne complète d'idées sur la façon de gérer la situation dans la bande de Gaza, depuis qu'Ariel Sharon a fait son « désengagement ». Le refus de la population de Gaza de se séparer de la Cisjordanie et du reste du monde semble plus difficile à vaincre, même après le prix horrible en vies humaines que les Gazaouis ont payé en décembre 2008 pour leur résistance.

Le scénario pour le prochain tour se déroule devant nos yeux et il ressemble tristement à la même dégradation de la situation qui a précédé le massacre de Gaza il y a deux ans : des bombardements quotidiens sur la bande de Gaza doublés d'une politique qui cherche à provoquer le Hamas afin de tenter de justifier davantage de voies de fait.

Comme l'explique un général, il est maintenant nécessaire de prendre en compte les effets néfastes du rapport Goldstone, à savoir que la prochaine attaque majeure devrait sembler plus justifiée que celle de 2009 (mais cette préoccupation n'est peut-être pas essentielle à ce gouvernement, et ne représente en rien un obstacle).

Comme toujours dans cette partie du monde, d'autres scénarios sont possibles – moins sanglants peut-être et porteurs de plus d'espoir.

Mais il est difficile de voir qui peut être à l'initiative d'un autre avenir à court terme : la perfide administration Obama ? Les régimes arabes sans défense ? L'Europe sans caractère, ou les Nations Unies handicapées ? La fermeté de la population de Gaza ainsi que celle du peuple palestinien dans son ensemble font que la grande stratégie israélienne pour les faire disparaître – comme le fondateur du mouvement sioniste, Théodore Herzl, espérait le faire avec le peuple indigène de la Palestine déjà à la fin du XIXe siècle – sera toujours tenue en échec.

Mais le prix à payer pour cela peut encore s'élever, et il est temps pour tous ceux qui ont protesté d'une voix puissante et efficace *après* le massacre de Gaza il y a deux ans, qu'ils le fassent *maintenant* et tentent de prévenir la prochaine guerre.

Cette voix est décrite en Israël comme une tentative de « délégitimer » l'État juif. C'est la seule voix qui semble soucier sérieusement le gouvernement et l'élite intellectuelle d'Israël (beaucoup plus gênant pour eux que toute condamnation insipide venant d'Hillary Clinton ou de l'Union Européenne).

La première tentative pour contrer cette voix a été de prétendre que la délégitimation était de l'antisémitisme déguisé. Cela semble avoir fait long feu depuis qu'Israël a exigé de savoir qui dans le monde appuyait sa politique. Il est alors apparu que les seuls sympathisants enthousiastes de la politique israélienne dans le monde occidental d'aujourd'hui sont les courants, les organisations et les politiciens d'extrême droite, traditionnellement antisémites.

La deuxième tentative a été d'essayer de prétendre que les initiatives ayant la forme du « boycott, désinvestissement et sanctions », rendraient Israël plus déterminé à poursuivre sur sa voie et à agir en État voyou [*rogue state*]. Toutefois, cela représente une menace vide de sens : la politique israélienne ne dépend pas de cette voix de moralité et de décence ; au contraire, cette voix est l'un des rares facteurs qui puissent limiter la politique agressive israélienne.

Et qui sait quand...? Si les prochains gouvernements occidentaux s'alignent sur leur pu-

blic comme ils ont fini par le faire à propos de l'apartheid en Afrique du Sud, on peut mettre un terme à cette politique et rendre possible aux Juifs et Arabes de vivre en paix en Israël et en Palestine.

Cette voix est efficace parce qu'elle indique clairement le lien entre le caractère raciste de l'État juif et la nature criminelle de ses politiques envers les Palestiniens. Cette voix s'est récemment structurée dans une campagne organisée et bien définie avec un message clair : Israël restera un État paria aussi longtemps que sa constitution, ses lois et ses politiques continueront à violer les droits fondamentaux de l'homme et de la société civile pour les Palestiniens où qu'ils se trouvent, incluant le simple droit de vivre et d'exister.

Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est que l'énergie – honorable mais totalement futile – investie par le camp de la paix israélien avec ses notions importées d'occident sur la « coexistence » et les projets de « dialogue », soit réinvestie avant qu'il ne soit trop tard dans les initiatives pour empêcher qu'un autre chapitre génocidaire ne s'écrive dans l'histoire de la guerre d'Israël contre les Palestiniens.

Ilan Pappé est un historien israélien, président du Département d'Histoire à l'Université d'Exeter et co-directeur du Centre des Etudes Ethno-politiques d'Exeter.

En 2007, il a publié « The Ethnic Cleansing of Palestine »

(en français: « Le nettoyage ethnique de la Palestine », Librairie Fayard, Paris, 2008)

Source : http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9890

jeudi 30 décembre 2010 – trad. JPG + RG

Le processus de paix n'existe pas

Interview de Michel Warschawski.

A l'occasion de son récent passage au Luxembourg, un entretien accordé au Tageblatt par une figure incontournable du mouvement pour la paix en Israël, Michel Warschawski.

Tageblatt: *Actuellement, les discussions au Proche-Orient portent essentiellement sur la question de la colonisation. Pourquoi est-ce qu'Israël se montre si réticent par rapport à un nouveau moratoire sur la colonisation, alors que cela empêche la reprise du dialogue de paix et que cela nuit à l'image d'Israël?*

Michel Warschawski: Parce que l'objectif de ce gouvernement est une politique de colonisation, ce n'est pas un aspect secondaire. L'objectif à long terme est celui d'étendre les frontières d'Israël en colonisant, parce que le « Grand Israël » se fait sur le terrain. Il y a un processus de colonisation, mais il n'y a pas de processus de paix. Le processus de paix est totalement virtuel, il n'existe pas. Au moins nous avons la chance d'avoir un gouvernement qui dit ouvertement qu'il n'est pas intéressé par le processus de paix, parce que celui-ci risque précisément d'entraver la colonisation, qui est le fondement même de la politique israélienne des 20 dernières années et pour les années à venir, à moins qu'on ne l'arrête.

Est-ce que cette politique est vraiment dans l'intérêt des Israéliens?

Toute politique qui ne favorise pas l'intégration dans la région et qui ne vise pas à l'acceptation d'Israël dans le monde arabe est nuisible à long terme. A court terme on n'en paie pas le prix. Cela explique précisément l'état déplorable du mouvement de la paix en Israël. Israël est en sécurité, aucun Etat arabe ne menace Israël. Il n'y a pas eu d'attentat depuis des années. Il y a aussi la prospérité malgré la crise économique mondiale. Israël est un pays riche. Les critères économiques sont au-dessus de la moyenne européenne. A côté de la sécurité et de la prospérité, le troisième facteur qui pourrait faire pression, serait un isolement international, mais on n'y est pas. Même si l'opinion publique européenne est largement scandalisée depuis la guerre de Gaza, au niveau de la politique européenne, on est en train de rehausser le statut d'Israël à l'UE et non pas de prendre des sanctions qui pourraient freiner les velléités colonisatrices.

L'élection du président américain Barack Obama a suscité beaucoup d'espoir. Est-ce que vous pensez qu'il y a eu un vrai changement?

Non. On y a cru. Moi personnellement, j'y ai cru. Obama a une autre politique telle qu'il la définit dans le discours du Caire. Il a dit que la clé de la stabilité au Proche-Orient, c'est la question palestinienne et la question de la colonisation. Mais il s'est heurté à une fin de non-recevoir israélienne. Obama a compris

que cette politique ne se ferait pas dans la douceur. Pour obliger ce gouvernement (israélien) à s'adapter à ce que les Américains considèrent comme leur intérêt, il faudrait exercer une pression forte. Donc, Obama a tout de suite fait marche arrière. Il n'a pas été prêt à entrer dans une partie de bras de fer qui aurait affaibli Israël, car un tel affaiblissement n'est pas dans l'intérêt des USA.

Les Palestiniens évoquent désormais la possibilité de proclamer un Etat de façon unilatérale. Une telle action, pourrait-elle faire avancer les choses?

Il faut secouer Israël. La société israélienne est tellement sûre d'elle. On ne peut pas continuer comme le fait de façon un peu pathétique Obama en comptant sur un processus de paix qui n'existe pas. Donc, c'est une meilleure méthode de prendre des mesures unilatérales côté palestinien. Y compris de s'adresser aux instances juridiques internationales.

Le gouvernement israélien actuel regroupe la droite de Benjamin Netanyahu, l'extrême droite d'Avigdor Lieberman et les travaillistes. Le principal parti d'opposition, Kadima, est également de droite. Existe-t-il encore une gauche israélienne?

Non. Le centre-gauche au parlement a été laminé. Il n'existe plus comme force politique. J'inclus totalement Ehud Barak (le leader des travaillistes) dans la droite. Le parlement israélien est désormais divisé entre la droite et l'extrême droite. La gauche et le centre-gauche, le Meretz par exemple, paient le prix de leur politique. Ils ont soutenu le massacre de Gaza, ils ont perdu leur âme et surtout ils ont raté l'occasion de se présenter comme une alternative. Quant au parti Kadima de Tzipi Livni, il est inexistant. Malgré une représentation parlementaire importante, il est tiraillé par les divergences politiques internes. Donc, il n'y a pas d'opposition. Le mouvement de la

paix lui-même s'est suicidé en l'an 2000 et il ne s'en est pas remis. Il restent ceux qui combattent sur la base de valeurs contre la guerre, mais c'est une petite minorité qui ne peut pas avoir d'impact sur les décisions politiques.

Une minorité continue à s'engager. Dans quel climat se déroule leur engagement aujourd'hui en Israël?

L'atmosphère a radicalement changé au cours des trois dernières années. J'ai rarement utilisé le mot de fascisme, mais il y a aujourd'hui, et beaucoup de commentateurs politiques le disent, une véritable fascisation, une remise en question d'une certaine conception démocratique. Il y a surtout une atmosphère brutale. La répression est sélective, elle vise la minorité arabe, dans le but de terroriser tous les autres. Désormais, je vois des gens qui ont peur de parler dans la rue, alors que les Israéliens sont des gueulards qui parlent fort. Tout d'un coup, les gens se sentent agressés, même si c'est plus une atmosphère que de véritables attaques.

La minorité arabe représente environ 20 pour cent de la population israélienne. Quelle place lui accorde la société israélienne?

Le message adressé systématiquement à la population palestinienne en Israël c'est: « vous n'êtes pas une minorité dans une majorité, vous êtes une minorité tolérée ». Le discours d'expulsion, les projets d'un Lieberman concernant un échange de territoires (entre Israël et les Palestiniens) terrorise la population arabe. Les Arabes israéliens ont connu 20 ans d'ouverture, de démocratisation relative, de liberté publique réelle, pas d'égalité, mais de moins d'inégalité. Tout cela est fini. Le message actuel est: « la fête est finie ». Le résultat est qu'il y a un certain recul de la mobilisation. J'ai récemment vu un de mes amis, un député arabe, et il m'a dit que même au parlement, il rase les murs.

Dès qu'il commence à parler, il est hué. On ne fait même plus semblant de jouer le jeu de la démocratie. Il y a une véritable chape de plomb qui se met en place.

Est-ce qu'Israël est un Etat démocratique?

La constitution israélienne, enfin la constitution de fait parce qu'il n'y en a pas, n'a jamais considéré Israël comme un Etat démocratique, mais comme un Etat juif et démocratique. C'est évidemment une contradiction dans les termes. Par contre, Israël a amélioré son comportement par rapport à la minorité arabe dans les années 80/90. Mais la libéralisation a été enterrée par Barak en octobre 2000. Depuis c'est la régression.

Depuis l'incident de la flottille de Gaza, la Turquie a changé son attitude face à Israël. Aujourd'hui Ankara critique fortement Israël. Comment réagit-on en Israël?

On est en train de vivre un tournant dramatique stratégique dans la région. Et je suis terrorisé non pas par ce qui se passe, mais par l'aveuglement de nos dirigeants. Le premier ministre turc a fait une déclaration il y a quelques jours, en disant qu'Israël est un danger stratégique pour la Turquie, alors qu'auparavant c'était l'allié numéro un. J'aurais appelé

à une réunion d'urgence de nuit du cabinet des ministres. Le gouvernement israélien n'a pas réagi. Comme ami des Palestiniens je suis content, mais parfois cette irresponsabilité des dirigeants me fait peur. C'est quand même le pays où vivent mes enfants. C'est comme si le capitaine était complètement ivre.

Le Liban est sur la voie de la réconciliation nationale. Dans le gouvernement libanais se trouvent désormais des membres du Hezbollah. Comment voyez-vous l'avenir des relations d'Israël avec le Liban?

Je vois une guerre contre le Liban comme la plus vraisemblable des prochaines aventures militaires israéliennes. Pour deux raisons: chaque fois que le Liban entre dans un processus de stabilisation, d'union nationale, on s'énerve à Tel Aviv. Plus généralement, le discours agressif vis-à-vis de l'Iran ne se terminera pas avec une attaque contre l'Iran, parce que le gouvernement israélien est courageux, mais pas téméraire. Par contre, il pourrait attaquer l'Iran par le biais du Liban.

*Interview de Michelle Cloos pour le Tageblatt, Luxembourg
24 novembre 2010*



lattuf

SOLIDARITÉ: L'ASIE SE MOBILISE POUR GAZA

Dernières nouvelles de la « Caravane asiatique de Solidarité envers Gaza »

La Caravane asiatique de Solidarité envers Gaza est arrivée au début janvier dans la bande de Gaza, après avoir traversé plus de 7000 kilomètres depuis son point de départ en Inde. Partie au début du mois de décembre, le convoi prévoyait initialement son arrivée à Gaza le 27 décembre afin de marquer le deuxième anniversaire de l'opération *Plomb durci*. Le convoi a traversé le Pakistan, l'Iran, la Turquie, le Liban, la Syrie et l'Égypte.

Les militants – plus d'une centaine – se sont rassemblés au point de passage de Rafah, pour célébrer leur arrivée. Huit sont arrivés à bord d'un navire et le reste a voyagé en avion jusqu'en Égypte. Les autres venant d'Inde, du Japon, de l'Indonésie, du Pakistan, de Malaisie de Nouvelle Zélande et du Koweït ont pu amener un convoi de plus d'un million de dollars consistant en aide humanitaires (produits de première nécessité et produits pharmaceutiques).

Les autorités égyptiennes ont refusé de laisser passer les membres iraniens du convoi suite aux déclarations du Président Ahmadinejad qui avait annoncé son regret de voir les leaders israéliens obtenir des prix Nobel alors que « le véritable génocide » se poursuit dans les territoires palestiniens.

Plus largement, cette action, à laquelle participent de nombreuses organisations islamiques mais aussi des associations étudiantes

ainsi que de nombreuses formations politiques et personnalités de gauche, est également un symbole de l'entraide humanitaire. « Ce n'est pas qu'une question de religion », assure M. Mithiborwala, un des responsables indiens du convoi, avant de conclure : « Nous n'agissons pas seulement pour les Palestiniens, mais pour tous les citoyens du monde qui se battent pour leur liberté. »

Et dans le but d'étendre leur volonté au plus grand nombre, des rencontres publiques ont été organisées dans les 18 villes traversées lors de l'expédition.



Source : <http://inde.aujourdhui.lemonde.com/>

Pourquoi pas la Palestine ?

Durant une récente conférence à Delhi intitulée « Une Paix juste pour la Palestine », l'écrivain Achin Vanaik a condamné les liens, entre autres militaires, qu'entretient l'Inde avec Israël, et a tenu ce dernier pour responsable de l'occupation des territoires palestiniens et de la colonisation du peuple palestinien. Dans cette interview avec Aditi Bhaduri, il parle des conséquences de la question israélo-palestinienne sur la paix et la sécurité en Asie du Sud, et il explique également quel comportement adopter sur ce sujet.

Aditi Bhaduri :

Est-il possible pour l'Asie du Sud de proposer une réponse commune à la question palestinienne ?

Achin Vanaik :

Non, cela n'est pas possible car la politique adoptée par le pays le plus puissant de la région - l'Inde - est modelée par une alliance stratégique avec les Etats-Unis et sa réponse ne peut être la même que le Pakistan, dont la position, bien qu'elle soit dépendante des Etats-Unis, est certainement différente. Parallèlement, le Bangladesh, qui n'a aucune raison d'aligner sa position sur celle des Etats-Unis, a un autre point de vue sur la question. En fait, lors de la conférence qui vient de se tenir, les conférenciers du Bangladesh ont exprimé leur soutien au peuple palestinien. L'opinion publique au Népal peut développer une position similaire à celle du Bangladesh, cela dépend du gouvernement. La gauche en Inde et au Népal est certainement pro-Palestinienne.

Le conflit israélo-palestinien a-t-il eu un impact sur l'Asie du Sud ?

Oui, mais ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il est impossible de parler de l'Asie du Sud comme d'un tout, car la question israélo-palestinienne a eu un impact inégal selon les régions. Excepté le cas de l'Inde, concernant le conflit israélo-palestinien, les Etats-Unis font office de médiateur dans les pays de l'Asie du Sud.

De plus, il faut envisager cette question sans oublier le contexte, qui est marqué par les changements qui touchent l'économie mondiale et qui ont amené l'élite indienne à s'allier, par exemple, avec les élites de l'Ouest, ce qui a conséquemment entraîné des changements en termes de politique étrangère qui correspondent beaucoup plus aux intérêts américains en Asie de l'Ouest. De plus, et ceci indépendamment de la question américaine, les relations indo-israéliennes ont connu des changements dramatiques. Israël est le principal fournisseur d'armes à feu de l'Inde, et il joue un rôle déterminant dans le renforcement des relations entre l'Inde et les Etats-Unis. Et n'oublions pas que l'hindouisation de la politique indienne depuis quelques temps a également créé plus de sympathie parmi les élites indiennes à l'égard du sionisme israélien.

Au Pakistan, un changement important a eu lieu. A la fin de la Guerre Froide, le Pakistan entretenait des liens étroits avec l'un des piliers de la domination américaine en Asie de l'Ouest, l'Arabie Saoudite, ce qui constituait un contrepois face à l'Iran. Après l'invasion américaine en Irak, le rôle militaire important du Pakistan en tant

qu'élément stabilisateur en Asie de l'Ouest a disparu aux yeux des Américains. Ainsi, l'importance du Pakistan en Asie de l'Ouest a fortement décliné pour les Américains, alors qu'au même moment, avec la guerre en Afghanistan, son poids en Asie Centrale augmentait aux yeux des Américains, puisque là aussi, les Américains se sont implantés militairement et politiquement.

Il ne faut pas oublier non plus qu'en Asie de l'Ouest et en Asie Centrale, les Etats-Unis ont besoin des Etats et des régimes musulmans. Israël joue un rôle important pour cela en Asie de l'Ouest, bien sûr, mais les Etats-Unis s'appuient aussi sur des pays comme l'Egypte, l'Arabie Saoudite ou la Turquie. L'importance de l'Inde pour les Etats-Unis se trouve plus au Sud et plus à l'Est, aux confins de la Chine. L'Inde agit en coulisses comme un soutien auxiliaire aux Etats-Unis en Asie de l'Ouest.

Dans quelle mesure est-il juste de reprocher à l'Inde ses relations avec Israël quand beaucoup d'Etats arabes et musulmans comme l'Egypte et la Jordanie ont eux-mêmes établi des liens avec Israël, et d'autres comme le Qatar et la Tunisie coopèrent activement avec Israël ?

C'est un argument auquel beaucoup de stratèges indiens ont recours. Ils disent que nous ne faisons rien que d'autres pays arabes ne fassent déjà, leur donnant ainsi des raisons de conserver cette position. Mais cela constitue tout de même un écart flagrant avec la politique passée de l'Inde, lorsque le soutien indien à la Palestine était sans faille, quelle que soit l'attitude adoptée par d'autres pays vis-à-vis d'Israël. Par exemple, alors que l'Egypte a établi des liens avec Israël dès 1979, l'Inde ne l'a pas fait avant 1992. Ainsi, le changement d'attitude de l'Inde envers Israël correspond à un virage vers la droite et à un rapprochement vers les Etats-Unis. La question du non-maintien des liens entre l'Inde et Israël alors que d'autres pays arabes continuent de soutenir Israël dépend en fait de notre vision du monde dans sa globalité.

Le combat palestinien représente aujourd'hui le plus long mouvement de libération nationale au monde et l'Inde soutenait autrefois des causes

morales comme celle-ci. Mais au fur et à mesure que l'Inde devient puissante, elle se considère comme une sous-puissance impériale, même si elle ne s'auto-proclame que « puissance émergente. » C'est pourquoi nombreux sont ceux qui au sein des élites pensent que l'Inde a le droit d'intervenir dans les affaires internes de pays comme le Bouthan, les Maldives, le Sri Lanka, et bien-sûr, le Népal, bien qu'elle ne possède pas ce droit d'ingérence.

La Chine ne doit-elle pas être prise en compte dans ce dernier cas ?

Oui, mais de quel droit l'Inde peut-elle dire à la Chine ce qu'elle doit faire ? Ceci ne signifie pas que le Népal ne devrait pas se rebeller contre l'influence chinoise, mais que l'influence chinoise dans le pays ne peut être comparée à celle de l'Inde, qui lui est bien supérieure.

En fait, le Roi Mahendra avait suggéré que le Népal soit une zone de paix, et je devrais dire que le Népal, alors qu'il prépare sa constitution, devrait se déclarer unique zone non nucléaire de la région. L'Inde et le Pakistan, en accédant à l'arme nucléaire, ont grandement mis en danger la sécurité de la région. Le Bangladesh devrait rejoindre le Népal pour faire de cet espace une zone exempte d'armes de destruction massive. Ils devraient aussi exiger que le Moyen-Orient devienne également une zone similaire, ce qui soulignera la culpabilité d'Israël en tant que seul pays possesseur de l'arme nucléaire dans la région. Une telle déclaration apaiserait automatiquement les craintes émanant du potentiel nucléaire de l'Iran. De fait, ces pays ont depuis longtemps demandé à ce qu'une telle zone existe. Le gouvernement indien ne soutient pas ces propositions car il ne veut pas contrarier Israël ou les Etats-Unis, et a même l'audace de s'opposer au développement nucléaire de l'Iran.

Source : <http://himalmag.com/component/content/article/1-web-exclusive/3446-why-not-palestine.html> – (traduction: Julie Flamet)

TRIBUNAL RUSSELL SUR LA PALESTINE

Deuxième Session internationale

Londres 20-22 novembre 2010

Responsabilités des entreprises dans les violations des droits humains et du droit international humanitaire commises par Israël

Le Tribunal Russell sur la Palestine (TRP) est un tribunal de conscience international créé par des citoyens de plusieurs pays en réaction aux violations du droit international dont est victime le peuple palestinien

Lors de la première session du TRP, qui a eu lieu à Barcelone en mars dernier, les complications et manquements de l'Union Européenne (UE) et de ses Etats membres dans la prolongation de l'occupation des Territoires palestiniens et des violations par Israël des droits du peuple palestinien ont été examinés. Dans les conclusions de cette première session, le TRP a confirmé les manquements de l'UE et de ses Etats membres aux règles générales de droit international qui les obligent à réagir aux violations du droit international. Le Tribunal a également confirmé leur contribution à ces violations.

La deuxième session internationale du TRP qui s'est tenue à la « Law Society » à Londres du 20 au 22 novembre afin d'établir les responsabilités et les obligations des entreprises en vertu du droit international et d'évaluer leur comportement quant aux violations des droits de l'homme par Israël, en particulier lors de l'attaque de l'armée israé-

lienne « Plomb Durci » sur Gaza en décembre 2008-janvier 2009, a examiné les cas :

- d'entreprises fournissant des services dans les colonies (Véolia-Alstom) ;
- de banques étrangères fournissant des services financiers aux colonies (Dexia) ;
- de sociétés étrangères ayant implanté des usines et différentes infrastructures dans les colonies en Cisjordanie (Caterpillar, Cement Roadstone Holding et des sociétés israéliennes mais soutenues par des entreprises étrangères : Soda Stream, Carmel Agrexco, Ahava)
- d'entreprises étrangères exportant vers ou important d'Israël du matériel de guerre, prêtant ainsi leur concours à l'occupation, la colonisation et la répression du peuple palestinien (G4S, Elbit, Edo ITT).

La présidence de cette session ainsi que celle de Barcelone ont été assurées par Stéphane Hessel, Président honoraire du TRP. Aussi bien à l'ouverture de la deuxième session le 20 novembre que lors de la conférence de presse le 23 novembre, M. Hessel a clairement exprimé la nécessité de tenir compte de la sécurité d'Israël. Ce pays ayant été créé suite aux horreurs de la seconde guerre mondiale, sa sécurité devait être assurée. Cependant, il a déploré qu'Israël ne suive pas la bonne direction pour y parvenir et il espérait qu'il tiendrait compte des recommandations du TRP.

Le Jury était composé de personnalités venant d'Afrique du Sud, du Royaume-Uni, d'Irlande, d'Espagne et des Etats-Unis. Les experts sont venus témoigner de Palestine (deux experts, palestiniens, Jamal Juma'a et Fayez Al Taneeb, n'ont pas obtenu l'autorisation de sortie mais Fayez Al Taneeb a pu témoigner pas l'intermédiaire d'une vidéo), de Belgique, des Etats-Unis, d'Israël, des Pays-Bas, d'Angleterre, de France, d'Irlande. Douze compagnies ont été contactées, ainsi que l'UE, et invitées à participer à la session. Trois d'entre elles ont exprimé leurs arguments par écrit au TRP, et l'UE a envoyé une lettre d'excuses.

Les deux journées se sont déroulées dans le calme et avec beaucoup de sérieux tant de la part du Jury, que des experts- témoins et des participants observateurs. Les témoignages des experts ont été de grandes qualités, démontrant une étude très scrupuleuse et impartiale des différents cas. Chaque argument attestant la complicité des entreprises était appuyé par l'article du droit international ou des Conventions de Genève correspondant. Les prestations de l'association israélienne « Who Profits » a particulièrement été remarquée. Les recherches d'un bon nombre d'experts étaient basées sur les informations apportées par cette association puisqu'étant sur place elle pouvait fournir et/ou vérifier des données.

Tout au long des témoignages, le Jury a posé des questions permettant de clarifier certains points et de les rapporter à tel ou tel article du droit international. Les membres du Jury se sont montrés impartiaux dans leurs questions et ont respecté scrupuleusement le programme établi sans verser dans l'émotivité.

Résumé des conclusions de la deuxième session du Tribunal Russell

Le TRP a confirmé la complicité des entreprises dans la violation du droit international et humanitaire par Israël, ainsi que dans la colonisation, la construction du mur d'annexion, le blocus de Gaza et les opérations de l'armée israélienne opprimant la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie. Le Jury a souligné que son travail était strictement basé sur un cadre légal international très précis afin d'offrir une garantie maximum d'impartialité et a exprimé l'espoir que les entreprises et Israël tiendraient compte de ses recommandations dans le but d'amener une paix juste et durable dans la région.

En outre, le TRP a incité la société civile à prendre le relais de nos Gouvernements qui ne prennent aucune action contre Israël pour faire cesser l'occupation et la colonisation de la Palestine. Une adhésion militante au mouvement international BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions) a été fortement encouragée, comme d'ailleurs toutes autres actions non violentes.

La troisième session du TRP aura lieu en 2011 en Afrique du Sud et la quatrième et dernière à New York. C'est lors de la dernière session à New York que le jugement final sera rendu, les conclusions des deux premières sessions étant provisoires.

*Caroline Finkelstein
Tannay, le 5 décembre 2010*

Pour plus de détails, consulter le site : www.russell-tribunalonpalestine.com

UBS : colère et indignation des mouvements de solidarité

« UBS a jugé opportun de ne plus effectuer les ordres de versement de ses clients destinés à des organisations suisses de solidarité avec la Palestine. »

Françoise Fort, membre du Collectif Urgence Palestine Genève et de l'association Parrainage enfants de Palestine répond à nos questions. – Interview réalisé par Pierrette Iselin

Pierrette Iselin :

L'UBS voit-elle des terroristes partout ?

Françoise Fort :

L'UBS ne voit pas des terroristes partout. Mais elle sait parfaitement que sa politique d'investissement crée le terreau sur lequel la violence contre les victimes risque de croître. Car regardons d'un peu plus près les secteurs dans lesquels UBS investit massivement ; nous n'en citerons que trois à titre d'exemple mais qui constituent, pour les populations concernées, la forme la plus extrême de la barbarie :

a) UBS investit massivement dans les firmes de transformation des produits agricoles en agro-carburants en Indonésie ou au Brésil notamment. Résultat : outre un gaspillage des réserves d'eau, des centaines de milliers de petits paysans sont chassés de leur terre.

b) UBS investit dans les firmes étrangères, comme en Papouasie australe, exploitant des ressources minières. Ces firmes prospectent

des régions entières en toute impunité en établissant des régimes de terreur. Là aussi, des milliers de morts, de disparus, la torture institutionnalisée, les droits de l'Homme bafoués.

c) Et enfin, au mépris des conventions signées par la plupart des pays, hormis les dictatures les plus sanglantes, UBS investit massivement dans la production de bombes à sous-munitions. La Suisse a signé l'interdiction de cette production. Au printemps 2010, le Conseil National a déclaré « l'octroi de crédits ou de garanties bancaire ou l'achat pour comptes propres d'instruments de financement des entreprises concernées doivent être interdits ». On ne saurait être plus clair : UBS viole les engagements pris par la Suisse en finançant ces armes larguées sur les populations civiles dans plus 25 pays, dont l'Afghanistan, le Kosovo, le Liban, et l'Irak et tout dernièrement Gaza.

Alors certes, UBS peut craindre les retombées de cette politique et voir dans ce qu'elle nomme « terrorisme », toutes les formes d'opposition qui se dressent devant elle : celle des expulsés, des affamés, des mutilés en premier lieu mais aussi celles qui, se basant sur la défense et le respect des Droits de l'Homme, dénoncent cette politique et concrétisent, avec des moyens certes limités mais enrichis de leur conscience, la solidarité envers les victimes. Sous l'étiquette de « terrorisme », UBS cherche à discréditer leur action et donne, ainsi, des gages de bonne

conduite à ses partenaires.

C'est ce qui se passe avec les mouvements de solidarité avec la Palestine. Cela a commencé en 2008, date à laquelle UBS a jugé opportun de ne plus effectuer les ordres de versement de ses clients destinés à des organisations suisses de solidarité avec la Palestine. Faut-il relever que c'est à la même époque que l'on voit UBS investir massivement dans les entreprises israéliennes ?

Comment avez-vous découvert le « boycott de la banque » ?

UBS n'a jamais trouvé nécessaire d'informer ses clients de cette obstruction. Ce sont eux-mêmes qui en ont pris connaissance à l'examen de leur relevé et qui en ont demandé les raisons. Toujours en anglais, faut-il le souligner, les raisons évoquées portaient sur le risque que de telles opérations faisaient courir à la banque.

Vraiment ? Des sommes, toujours modiques, servant à couvrir des frais scolaires d'un enfant palestinien peuvent mettre en danger une banque qui n'a même pas tremblé devant des pertes se chiffrant en dizaine de milliards comme dans le cas de la crise des subprimes ! On croit rêver !

Parmi les raisons évoquées, il y a en une particulièrement mensongère : la Palestine serait frappée de sanctions auxquelles l'UBS devrait obtempérer. Si l'Union Européenne, suivant lâchement la position états-unienne, applique des sanctions à la suite du vote ayant mené le Hamas au pouvoir, il n'en est pas de même de la Suisse qui finance de nombreux projets humanitaires, médicaux et commerciaux.

Comment se fait-il qu'UBS fasse un tri et épargne des grandes organisations humanitaires non-gouvernementales comme le CICR ou Caritas ?

En fait, les organisations citées par UBS, bien que chacune d'elles aient un statut différent, ne mentionnent pas la destination et des projets définis et spécifiques à la Palestine. Elles lancent des campagnes et récoltent des fonds, ceux-ci étant répartis ensuite par les comités responsables. Il serait donc impossible pour UBS de déceler le destinataire.

Quelles sont les réactions des Collectifs ?

Tout d'abord, il s'agit pour nous d'employer tous les moyens qui sont à notre disposition pour aider au boycott économique de cet établissement, en particulier en invitant tous ceux et toutes celles qui partagent nos combats à rejoindre d'autres partenaires bancaires, et à apporter leur soutien à toutes les campagnes de dénonciations de la politique d'investissement de cet établissement. Cette action s'inscrit dans le cadre de la campagne BDS qui se développe actuellement en Suisse.



Ces ONG qui font peur

On se souvient que le gouvernement israélien avait décidé de n'octroyer que des visas touristiques aux membres des ONG au lieu de permis de travail, afin de limiter leurs déplacements et leurs possibilités d'action. Afin d'enfoncer un peu plus le clou, la Knesset vient de créer une commission parlementaire visant à « empêcher les organisations hostiles au sionisme de recevoir des fonds de l'étranger afin de limiter leur action ». Une majorité des députés (exceptés les travaillistes) estiment que ces ONG sont à l'origine « des fausses informations publiées dans le rapport Goldstone » et que « c'est à cause d'elles que certains responsables israéliens ne peuvent plus se rendre à l'étranger sous peine d'être arrêtés ». Outre quelques organisations de réputation internationale (cf. liste ci-dessous) et dont certaines sont poursuivies pour « trahison », la Suisse se voit visée comme « ingérence étrangère » au travers du DFAE. Toutes ces mesures, on le voit bien sont le reflet de la peur d'Israël de voir ses exactions dénoncées au niveau planétaire et son désir grandissant d'agir contre le droit international avec un minimum de témoins. Elles rencontrent hélas des échos chez nous puisque, on l'a vu, la banque UBS refuse d'effectuer des virements de cotisations ou de dons vers les associations ou ONG qui agissent en solidarité avec la Palestine

Liste des ONG « diabolisées » :

- *B'tselem*, ses rapports sur les atteintes aux droits de l'homme font référence dans les chancelleries étrangères
- *Nouveau Profil* agit en faveur de l'objection de conscience.
- *Yesh Din* défend les droits de l'homme dans les territoires occupés.
- *Brisons le silence* publie les témoignages d'anciens soldats impliqués dans des opérations meurtrières.
- *Makhsom Watch* installe des vigiles féminines devant les checkpoints de l'armée.
- *Adallah* défend la minorité arabe israélienne.

Marie Ange Christophel

Sources :

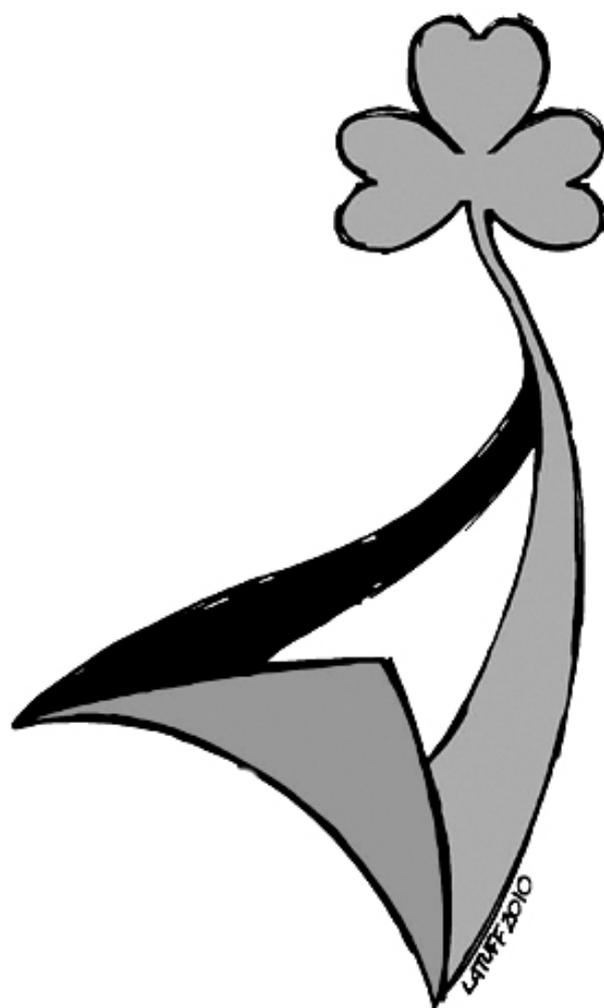
- *Le Temps*, Genève, et Association France Palestine Solidarité: www.solidarite-palestine.fr

La Norvège confère le statut d'ambassade à la représentation diplomatique palestinienne

La Norvège annonce l'élévation du niveau de la représentation diplomatique palestinienne et lui confère le statut d'ambassade.

Après avoir accueilli les accords d'Oslo, du nom de sa capitale, la Norvège a décidé d'accorder, dès l'année 2011, un statut plus favorable à la représentation diplomatique palestinienne. En effet, le ministre des Affaires étrangères de la Norvège Johannes Store, a déclaré que son pays a décidé d'élever la représentation diplomatique palestinienne au niveau d'une ambassade à part entière, appelant la communauté internationale à contraindre Israël à mettre fin à son occupation du peuple palestinien.

Ces démarches sont entreprises dans le cadre d'une politique visant à reconnaître l'existence d'un « Etat palestinien indépendant ». Cette décision a été prise au cours de la visite en Norvège de Monsieur Salam Fayyad, qui a notamment signé un accord de coopération, dans le domaine de l'éducation, avec le ministre norvégien des Affaires étrangères Jonas Gahr Store.



Lattuf

Source :
Mission de la Palestine en France
http://www.palestine-diplo.com/spip.php?article395&var_mode=calcul

Jaffa, la mécanique de l'Orange.

Un film de Eyal Sivan

L'histoire de la Palestine devenue Israël s'articule autour de représentations, d'images et de clichés.

Parmi tous les symboles partisans et opposés, entretenus, véhiculés et admis à propos de ce pays, un seul est commun à la Palestine comme à Israël: l'orange. Raconter l'histoire de ce symbole, c'est raconter l'histoire de cette terre.

L'image des oranges cultivées en Palestine et mondialement connues depuis plus de 100 ans sous le nom d'« oranges de Jaffa» (devenu le label Jaffa™, symbole de l'entreprise sioniste) est le cadre de ce film qui raconte la négation de la Palestine arabe il y a 60 ans, l'implantation de l'Etat d'Israël et son histoire.

L'orange de Jaffa, les orangeraias et, avant tout, le label Jaffa™ servent de trame pour raconter une facette de la vie commune juéo-arabe en Palestine, le récit d'une convoitise coloniale, l'histoire d'un effacement, d'une nationalisation, puis d'une négation et, peut-être un jour – si les Dieux et les hommes le veulent bien – la genèse d'une histoire commune.



Un film de Eyal Sivan

Image: Vincent Fooy & Davi Zarif

Son: Jean-Jacques Quinet

Montage: Audrey Maurion

Montage son et mixage: Jean-Jacques Quinet

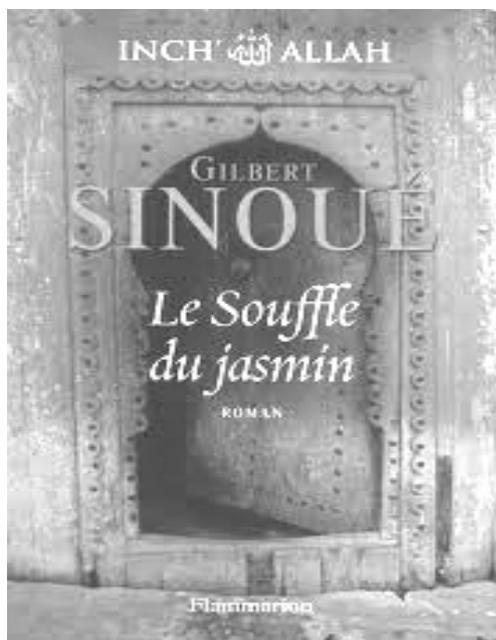
Source : <http://www.lunabluefilm.net/documentaires/jaffa.html>

Deux romans de Gilbert Sinoué

parus aux éd. Flammarion

Le souffle du jasmin

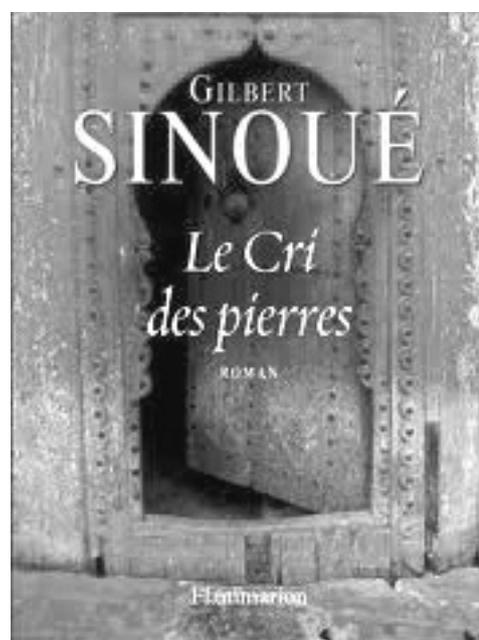
Dans une passionnante fresque où se mélangent l'histoire, la politique et l'amour, Gilbert Sinoué le Cairote a décidé de nous parler de l'Égypte, mais aussi de la Palestine, de la Syrie, du Liban et de l'Irak, bref de toutes ces terres passées du jour au lendemain du joug ottoman à l'occupation « libératrice » des grandes puissances occidentales, l'Angleterre et la France. Pour incarner son sujet, Sinoué a choisi de suivre, de 1916 à 1956, la destinée de quatre familles – juive, palestinienne, irakienne et égyptienne – qui tentent de survivre au naufrage que l'Occident leur impose. Tenaillé entre son sens du devoir et son amour du Proche-Orient, un diplomate français observe, impuissant, les prémices de l'apocalypse, tandis que dans son esprit résonne l'ultime question: le bruit des bombes recouvrira-t-il à jamais le souffle du jasmin?



Le cri des pierres

1956-2001. Le Moyen-Orient s'enflamme. Les passions s'attisent. Certains choisissent la voie de la paix, d'autres la lutte armée. Dans ces années tourmentées, nous continuons de suivre la destinée de quatre familles – israélienne, palestinienne, irakienne, égyptienne – qui cherchent à survivre et à conserver leur part d'humanité. Mais entre la guerre des Six Jours et celle de Kippour, l'embrassement du Liban et l'intifada, y a-t-il une place pour l'amour? Gilbert Sinoué poursuit ici son formidable récit d'un Moyen-Orient plus fragile que jamais.

Béatrice Leresche



CRÉDITS

Entre les Lignes est une publication du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Les membres du comité de rédaction d'Entre les Lignes sont des membres du Collectif Urgence Palestine - Vaud. Toutes les personnes créditées ici effectuent leur travail de manière entièrement bénévole. Les articles publiés dans Entre les Lignes sont issus du travail de ces personnes, ainsi que de participations occasionnelles d'autres personnes.

Néanmoins, *Entre les Lignes* publie parfois des articles parus dans d'autres journaux ou sur la Toile et mentionne alors ses sources.

Comité de rédaction:

Raymond George, Pierrette Iselin,
Marie-Ange Méhay-Christophel,
Caroline Finkelstein

Rédaction:

Raymond George, Pierrette Iselin,
Marie-Ange Méhay-Christophel,
Caroline Finkelstein

Design:

Dana Issa

Impression:

Atelier Papyrus, Lausanne
www.atelierpapyrus.ch

Corrections:

Pierrette Iselin, Raymond George

Le contenu d'*Entre les Lignes* peut être diffusé et reproduit librement, à condition que soient mentionnés le titre de l'article, le nom de l'auteur et la source avec la référence www.cupvd.ch/ell.htm – © 2011, *Entre les Lignes*

S'ABONNER